



NÉGOCIATIONS

Afin de bien cerner le contexte actuel des négociations, il est important de rappeler certaines dates :

- 2015-03-31 - Expiration du dernier contrat de travail;
- 2015-12-09 - Dépôt du cahier des demandes syndicales;
- 2016-03-31 - Réception du rapport de la rémunération globale par l'ISQ;
- 2016-05-19 - Dépôt des demandes du régime de retraite.

À travers tout ça, sur le plan politique, je vous rappelle que nous avons stratégiquement attendu les nouvelles nominations du ministre de la Sécurité publique, suite au départ de la ministre Thériault le 29 octobre 2015, du ministre Moreau le 28 janvier 2016 et du président du Conseil du trésor, suite au départ de M. Hamad le 7 avril 2016.

Depuis, seul le ministre de la Sécurité publique a été remplacé. M. Coiteux est nommé au Ministère depuis le 28 janvier 2016 et, pour le Conseil du trésor, ce poste est toujours occupé par intérim par M. Leitaó, ministre des Finances.

Nous espérons qu'un nouveau président du Conseil du trésor soit nommé en septembre, mais visiblement, le premier ministre du Québec tarde à rendre sa décision, probablement à cause des quatre élections partielles qui se tiendront quelque part cet automne. Donc, nous devons nous attendre à un remaniement ministériel seulement qu'en décembre ou en janvier prochain.

Entre-temps, comme je vous en ai déjà informés, nous avons travaillé sur des aspects normatifs. Les travaux ne sont pas terminés, mais imminent. La partie patronale a débuté ses travaux avec le Conseil du trésor au cours de l'été et, de façon plus intense cet automne, au retour des vacances.



Bulletin info-contact APPQ

Association des policières et policiers provinciaux du Québec

Le 11 octobre dernier, tous ont pu constater l'article du journaliste Denis Lessard, du journal La Presse, qui écrivait sur des rumeurs qu'il avait entendues sur les demandes possibles du gouvernement relatives à notre régime de retraite et à l'offre monétaire apparentée aux offres de la fonction publique.

Nous avons alors décidé de répondre au gouvernement par communiqué de presse afin de vérifier la véracité des informations reçues par le journaliste et, du coup, demander au gouvernement dans quel scénario, ou plutôt dans quel type de négociation ils avaient l'intention de travailler. Pendant ces vérifications, l'Association a décidé de suspendre les travaux.

Jusqu'à ce jour, j'ai pu m'entretenir sur cette question avec le chef de cabinet du ministre de la Sécurité publique, M. Olivier Hébert, le 17 octobre dernier. Par la suite, j'ai parlé au chef de cabinet du ministre Leita, M. Guillaume Caudron, le 20 octobre dernier, et il me reste la rencontre prévue avec le ministre de la Sécurité publique, M. Martin Coiteux, prévue pour le 28 octobre prochain.

Par la suite, l'Association devra prendre position sur la suite des choses et, naturellement, nous vous tiendrons informés.

Pierre Veilleux, président